

Collectif de défense des services publics de Cornouaille

Communiqué de presse



Samedi 1^{er} avril, à Quimper comme dans de nombreuses villes, dans le cadre de la semaine mondiale d'action contre l'évasion fiscale, une initiative humoristique et non-violente s'est déroulée devant le siège de la BNP, banque française qui réalise le plus de profits dans les paradis fiscaux.

Cette action, à l'appel du collectif de défense des services publics de Cornouaille, visait à dénoncer l'évasion fiscale massive, qui entraîne une perte estimée à 80 milliards d'euros pour le budget de notre pays, et le déficit de financement qui en résulte pour nos services publics, en particulier l'hôpital.

Suite à cette initiative, Hélène, membre du collectif d'organisation, a été convoquée pour audition mercredi 19 avril à 9h au commissariat de Quimper.

Nous n'acceptons pas qu'elle soit mise en cause pour une action préparée et réalisée collectivement et solidairement par les organisations participantes.

Nous n'acceptons pas que l'on criminalise des actions citoyennes ou syndicales au service de l'intérêt général.

Ceux qui violent la loi, ce ne sont pas ceux qui s'engagent pour le bien public, ce sont ceux qui spolient la collectivité en pratiquant l'évasion fiscale.

Nous appelons en conséquence toutes celles et tous ceux qui ont à cœur les libertés à un rassemblement de solidarité et de soutien :

mercredi 19 avril 2017 à 8h45

devant le commissariat de Quimper.